

BIOVISION

Lettre d'info 26

CLEVER : Achetez futé

Penser global,
agir local
Page 2

www.biovision.ch

Un avenir pour tous, naturellement

« Moustiques traqués – palu vaincu » | **Page 4**
Des guêpes contre les mouches du manguier | **Page 6**
La fabrique de soie d'Othoro réouverte | **Page 8**



Les visiteurs de l'exposition interactive CLEVER de Biovision apprennent par des exemples concrets comment soutenir un développement durable au niveau environnemental et social dans le monde.
Photo : Sabine Lerch / Biovision



PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL

C'est l'embarras du choix devant le rayon lait du supermarché CLEVER, l'exposition interactive de Biovision pour des achats durables et équitables. Pourquoi pas du lait Heidi ? Ce label fleure les montagnes suisses, les alpages juteux et les vaches heureuses. Mais à la caisse, le verdict tombe comme une douche froide : ce choix n'est bon ni pour les animaux ni pour l'environnement. Par Peter Lüthi

◀ **Photo de couverture :**
Un casse croûte sain pour le jeune Samuel Ngugi de Kigio, centre du Kenya.
Photo : Peter Lüthi / Biovision

Le lait Heidi vient bien de montagnes suisses. Mais seule la zone de montagne 4, avec ses critères exigeants, peut éventuellement faire penser à l'alpage de Heidi. Et seule une infime partie de ce lait vient de fermes conformes à cette image. La majorité est produite de manière conventionnelle et provient d'exploitations laitières intensives avec des vaches à haut rendement. Leur production est constamment poussée à la hausse par un élevage sélectif, des méthodes de reproduction contrôlées, des médicaments et des fourrages concentrés.

Encore de nos jours, de nombreuses vaches laitières sont élevées attachées, loin des pâturages avec un minimum de temps d'aire d'exercice – 90 jours par an suffisent. Leurs besoins en protéines ne peuvent être satisfaits que grâce à l'importation de fourrages concentrés venant de l'étranger. Ces aliments contiennent, entre autre, du soja. Selon une étude de 2011 réalisée par Agrofutura* sur mandat de Greenpeace, les vaches suisses mangent chaque année plus de 80 000 tonnes

de soja, dont 97% sont importées. Lorsqu'en 2001 la maladie de la vache folle a provoqué l'interdiction des farines animales pour l'alimentation des bovins, l'heure du soja comme alternative pour nourrir le bétail est arrivée. Ce qui profite en premier au Brésil, l'un des plus gros pays exportateur de cette légumineuse. Mais ce succès économique a un lourd prix écologique et social.

Des forêts vierges aux plantations de soja

En Amazonie, de gigantesques surfaces de forêts tropicales sont sacrifiées à la culture du soja. Les plantations pénètrent de plus en plus loin dans ces précieux écosystèmes. Ce n'est pas seulement une catastrophe écologique mais aussi un désastre social. En même temps que les arbres, les populations touchées – souvent des communautés indigènes – perdent leur environnement d'origine, leurs moyens de subsistance, leur culture. La production de soja au Brésil est étroitement liée à la corruption et au crime organisé. Les animateurs de mouvements locaux de résistance et leurs



TEZ FUTÉ

CINQ RÈGLES D'ACHAT EN OR

L'exposition interactive CLEVER permet de tester de manière ludique l'impact de nos choix de consommation sur la nature, l'environnement et le milieu social. Le respect des règles suivantes permet d'atteindre de bons résultats :

- 1 Moins c'est plus ! N'achetez que ce dont vous avez vraiment besoin
- 2 Mangez régulièrement végétarien
- 3 Achetez des produits de saison et de la région
- 4 Choisissez des produits labellisés « durables » (bio ou commerce équitable)
- 5 Évitez les produits contenant de l'huile de palme.

L'exposition CLEVER se trouve jusqu'au 20 octobre au Musée des transports de Lucerne dans le cadre de l'exposition spéciale « Cargo », et à partir de novembre sur la Rathausplatz de Vaduz. www.clever-konsumieren.ch

familles sont souvent menacés de violences ou de mort. Ceux qui ne partent pas d'eux-mêmes sont expulsés de force. Ceux qui restent sont voués à une existence proche de l'esclavage comme ouvriers dans les plantations.

Plus grave que la production laitière : la demande de soja explose parce que le monde consomme de plus en plus de viande. C'est aussi valable en Suisse où les importations de soja ont décuplé depuis 1990. Selon l'étude de Greenpeace, 41% sont distribués aux bovins, 29% aux porcs, 26% à la volaille et 4% sont utilisés autrement.

Et pourquoi pas des produits bio de la région ?

En Suisse, celui qui veut voir plus loin que le bord de son assiette peut, en achetant du lait, du fromage, de la crème ou de la viande, faire des choix qui respectent l'environnement. Grâce à des produits bio régionaux certifiés.

Pourtant, les agriculteurs bio ont le droit d'enrichir l'alimentation du bétail avec 10% de fourrages concentrés contenant du soja. En revanche, pour les produits laitiers et carnés certifiés par le bourgeon Biosuisse, il y a une interdiction stricte d'utiliser des aliments issus de la destruction de forêts tropicales. Ce label exige aussi un élevage respectueux des animaux avec suffisamment d'espace et de liberté de mouvement.

Vu la grande consommation de viande conventionnelle en Suisse, Biovision recommande de diminuer fortement cette habitude et de se nourrir davantage de manière végétarienne.



L'équipe de Biovision vous renseigne volontiers sur la compatibilité sociale et écologique des produits présentés à l'expo CLEVER (de g.à d. Sabine Lerch, Ursina Anesoni, Sarah Märki, Noëmi Bumann) Photo : Sabine Lerch / Biovision

Cinq conseils pour des achats écologiques et équitables

La viande conventionnelle et le lait bio ne sont que deux des cent produits proposés dans le supermarché durable de Biovision. Ils ont été évalués selon six critères : impact sur le climat, pollution, bases vitales, responsabilité sociale, biodiversité et consommation des ressources.

Il est difficile de se faire une idée sur la provenance très complexe des produits lorsque l'on fait ses courses au quotidien. C'est pourquoi Biovision recommande cinq règles d'or à respecter en faisant ses achats (voir encadré). En les respectant on s'approche d'une consommation de plus en plus durable et équitable.

* « Soja : effets et limites de la réduction des importations de soja en Suisse », étude d'Agrifutura pour Greenpeace. www.greenpeace.ch/soja



4

Les Mosquito Scouts repèrent les lieux de reproduction des moustiques et collectent des échantillons de larves. Celles-ci sont ensuite analysées et évaluées par des spécialistes des insectes. Une solide base de données et l'implication des populations concernées sont déterminants pour le succès des projets « Stop Malaria » de Biovision.

Photo : Peter Lüthi / Biovision

STRATÉGIE INTÉGRÉE POUR PRÉVENIR LA MALARIA

« Moustiques traqués – palu vaincu »

En 1998, une étude réalisée dans 20 écoles de Malindi a établi le grave constat que 50 à 60% des enfants étaient porteurs du virus du paludisme. Cette étude a été reconduite en 2012 dans cette même ville côtière. Cette fois, la présence du palu dans ces 20 écoles n'était plus que de 2 à 5%. La raison de ce net recul se trouve dans un projet de lutte anti-malaria fortement soutenu par Biovision depuis 2005. Les autorités sanitaires de Malindi et les chercheurs du Kenya Medical Research Institute (KEMRI) en sont convaincus. Dans la région du projet, les moustiques vecteurs de la maladie ont été décimés de manière ciblée par des méthodes écologiques. En effet, la gestion intégrée des vecteurs du paludisme (Integrated Vector Management, IVM) s'attaque aux causes de la maladie et non à ses conséquences. Ces mesures comprennent le repérage et l'élimination des lieux de reproduction des moustiques ainsi que la lutte biologique contre leurs larves, par des Mosquito Scouts spécialement formés et aidés par la population locale. Un élément déterminant de ce succès a été la distribution massive de moustiquaires par les autorités sanitaires.

Une lutte qui réunit tout le monde

« Biovision a été l'élément moteur de ce projet », affirme le professeur Charles Mbogo, chef de projet et responsable de la section « Vector Public Health » du KEMRI qui met en place ce projet. Il le dit haut et fort : « Je suis fier, et convaincu que l'IVM est la bonne

approche pour lutter contre le paludisme. » Et de rappeler les ingrédients décisifs pour le succès : collecte et analyse minutieuse des données pertinentes, participation active de toutes les personnes concernées, bonne coordination avec les différentes autorités. La doctoresse Fatma Bazahy, cheffe du Medical Health Ministerium de Malindi le confirme aussi : « L'IVM nous a tous réunis pour éliminer les maladies transmises par des vecteurs. »

Entretiens, l'IVM a été élargi et est devenu l'IVDM, avec un « D » comme diseases (maladies). En effet, la lutte contre le moustique anophèle se faisant directement dans les eaux où il se reproduit permet d'éliminer aussi des vecteurs d'autres maladies comme les moustiques des familles Culex et Aedes par exemple. Ceux-ci transmettent des filiaroses comme l'Elephantiasis qui provoque chez les humains infectés un enflamment extrême des jambes. La bilharziose, transmise par des escargots, peut aussi être contrôlée par cette méthode.

La dernière phase du projet a permis de démarrer des activités IVDM dans quatre nouvelles régions, dont certaines à la campagne. Sur place, les Mosquito Scouts sont recrutés et encadrés par les autorités sanitaires locales. Tout cela réjouit Charles Mbogo, qui met la barre assez haut : « Dans dix ans je serai à la retraite. D'ici là, j'aimerais parvenir à intégrer l'IVDM dans la stratégie sanitaire nationale du Kenya. »



Biovision s'engage depuis des années pour une interdiction définitive du redoutable insecticide DDT. Charles Mbogo (à gauche), notre expert en Afrique et à Genève, informe les délégués africains sur les alternatives écologiques. Ici, en marge de la conférence de Genève.
 Photo : Peter Lüthi / Biovision

CONVENTION DE STOCKHOLM

Toujours pas d'interdiction du DDT

La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP), réunie en mai dernier à Genève, n'a pas réussi à fixer une date pour l'interdiction mondiale du DDT. Ce produit toxique qui ne se dégrade que très lentement est interdit dans les pays industrialisés depuis les années 1970, mais toujours utilisé dans des pays en développement pour lutter contre la malaria.

Les parties à la convention ont seulement décidé d'intensifier la recherche pour trouver des alternatives au DDT. Une feuille de route a été élaborée dans ce but. Mais l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Inde, dernier producteur de DDT, se sont opposés avec détermination à la fixation d'une date butoir pour éliminer ce poison.

« Malheureusement, la proposition faite par les pays africains de remplacer le DDT par des alternatives d'ici 2020, à l'instigation de l'Inde et de l'OMS, n'a toujours pas abouti. Cela met en cause l'engagement des pays développés et de l'OMS à cesser d'utiliser et d'exposer nos peuples à un polluant organique persistant comme le DDT », a déploré une déléguée africaine déçue qui souhaitant rester anonyme.

L'OMS recommande l'utilisation de DDT depuis 2006 dans les pièces intérieures des habitations, et cela malgré les dommages que cela provoque sur l'être humain et l'environnement, malgré le fait que les moustiques développent des résistances qui rendent ce poison inefficace. Pour l'OMS, le DDT est avant tout

Commentaire

Un revirement surprenant

Au début du processus de négociation à Genève, nous étions plutôt heureux du texte proposé par les 54 pays africains. Ils exigeaient d'intensifier fortement le développement et la diffusion d'alternatives au DDT, en visant son interdiction au niveau mondial d'ici 2020. Cette proposition émanait d'un document élaboré lors d'une séance préparatoire à la 6^{ème} réunion de la Convention de Stockholm, organisée par nos soins. Des représentants de gouvernements, d'organisations internationales, de la société civile et de l'économie privée y avait participé. C'était la première fois que les Etats africains parlaient d'une seule voix pour se débarrasser définitivement du DDT. La Suisse avait également soutenu cette proposition.

Malheureusement, le délai de 2020 a été rayé du texte de manière surprenante dans la dernière ronde de négociations, et l'interdiction de ce dangereux poison a été repoussée aux calendes grecques.

Biovision va continuer à s'engager pour une lutte anti-malaria qui respecte l'environnement et pour une interdiction totale du DDT. Malgré ce revers, nous sommes contents que notre travail a largement contribué à unir les pays africains autour de cet enjeu. Nous espérons continuer à influencer les négociations de la Convention de Stockholm dans un sens positif.



Stefanie Keller

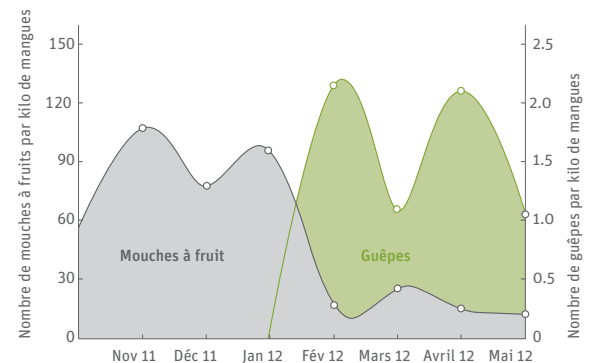
Stefanie Keller travaille pour le service « Advocacy et lobbying » de Biovision. Elle est responsable du projet « Stop DDT ». Photo : RTS, Tagesschau (capture d'écran)

une solution bon marché – mais c'est seulement parce que les coûts résultant de son utilisation ne sont pas comptabilisés. En plus, ce poison est surtout sprayé dans les maisons des pauvres.

Biovision et le DDT : voir le Téléjournal de la TV alémanique : www.biovision.ch/ddt



EFFICACITÉ DES GUÊPES DANS LA LUTTE CONTRE LES MOUCHES À FRUITS



La mouche à fruit *Bactrocera invadens*, introduite en 2003 en provenance d'Asie (en haut à droite) provoque au Kenya de gros dégâts dans les cultures de mangues. Elle peut être combattue biologiquement, entre autre en favorisant la présence de ses ennemis naturels. Images : Robert Copeland / *icipe* / Philomena Nyagilo / Biovision
Graphique : *icipe* 2012

GESTION INTÉGRÉE DES ORGANISMES NUISIBLES

Des guêpes contre les mouches du manguiier

Elle est belle, petite... et très féroce pour les mangues. Cette mouche des fruits nommée *Bactrocera invadens* est arrivée clandestinement d'Asie sur le continent africain en 2003. Elle y a rapidement proliféré faute d'ennemis naturels. Elle pond ses œufs sous la peau des mangues, ce qui fait pourrir les fruits. A peine écloses, les larves dévorent la chair pourrie. Au Kenya, les pertes de récoltes causées par les attaques de mouches atteignent jusqu'à 80%. Le fléau est particulièrement tragique pour des milliers de petits paysans qui occupaient une niche de marché très prometteuse. Ces fruits savoureux, réputés bon pour la santé, ont une popularité croissante en Europe et aux Etats-Unis. Ce qui en fait des produits d'exportation très demandés, donnant à la population rurale du Kenya de bonnes chances d'améliorer leur vie. Hélas, tout ceci est maintenant terminé. Suite aux strictes réglementations de quarantaine, les mangues atteintes par les mouches à fruit sont bloquées par les principaux pays exportateurs.

Contrôle biologique des parasites

Une combinaison innovante de mesures écologiques a été développée à l'Institut International de recherche sur les insectes *icipe** de Nairobi, un partenaire de longue date de Biovision. Grâce à la gestion intégrée des organismes nuisibles (integrated Pest Management, IPM), les populations de mouche peuvent être tenues en échec et la qualité des fruits

notablement améliorée. L'IPM préconise par exemple la mise à l'écart des fruits attaqués, la surveillance de la population de mouches, la lutte ciblée à l'aide de pièges odorants et de pesticides biologiques. On met aussi l'accent sur un contrôle écologique des insectes par leurs prédateurs naturels. Par exemple avec certaines guêpes qui pondent leurs œufs dans le lieu de reproduction des parasites de la mangue. Les guêpes parasitoïdes attaquent les œufs et les larves des mouches et déciment leur descendance. Dans le cadre du projet pilote que nous soutenons, les paysannes et les paysans apprennent à utiliser des méthodes durables contre les mouches à fruit et se font aider par plus de 70 000 guêpes qui colonisent leurs vergers.

Depuis juillet 2011, des conseillères et conseillers en agriculture ont été formés dans trois lieux présentant différentes conditions cadre. Ils conseillent maintenant plus de 1500 producteurs de mangues dans la mise en œuvre des méthodes de l'IPM.

Voir également notre fiche projet sur www.biovision.ch/mangue

* *icipe*, International Centre for Insect Physiology and Ecology, www.icipe.org



▲
 A gauche, Alex Wostry et Janet Maro visitant un projet du groupe paysan Mandeleo à Towelo et à droite avec leur fille Anna à Morogoro (Tanzanie).
 Photos : Peter Lüthi / Biovision

A LA RENCONTRE D'ALEX WOSTRY

« Mon cœur est ici, à Morogoro »

« Pour moi, c'est très stimulant de voir comment les paysannes et les paysans acquièrent un nouveau savoir, comment ils l'appliquent et le développent ». Alex Wostry est l'initiateur et le coordinateur du centre de formation en agriculture durable Bustani ya Tushikamane à Morogoro, en Tanzanie. Aujourd'hui âgé de 35 ans, ce mécanicien autrichien de Feldkirch, ancien chef de groupe dans un atelier pour handicapés, a décidé en 2006 d'entreprendre des études en « développement international » à l'université de Vienne. En 2008, il est venu à Morogoro pour un stage de sept mois comme volontaire avec l'association Wasser für die Dritte Welt (W3W, Eau pour le tiers monde). C'est là que sa vie a pris un tournant inattendu. Alex est resté en Tanzanie et vit maintenant au pied des montagnes de l'Uluguru dans une maisonnette toute simple, avec sa femme tanzanienne Janet Maro et sa fillette Anna. « Mon cœur est ici, à Morogoro. C'est ici que je suis à la maison ».

Il a découvert la Tanzanie lors d'un grand voyage en Afrique de l'Est durant lequel son esprit critique a trouvé la confirmation concrète de ses doutes vis à vis des projets de développement. « Mais j'ai aussi vu des projets agricoles qui aident vraiment les gens à aller de l'avant. » C'est pour cette raison qu'il a voulu réaliser un travail concret de formation des petits paysans à Morogoro.

300 dollars pour démarrer

L'association W3W lui a donné un soutien intellectuel, une parcelle de terre dans le coin et un capital de départ de 300 dollars. Alex a acheté des outils et du bois de construction, a construit un cabanon et s'est mis à cultiver la terre. Mais avant tout, il a eu l'habileté et le flair de se constituer son réseau agricole. C'est ainsi qu'il a trouvé à Morogoro des alliés très motivés de l'université d'agriculture de Sokoine, qui ont participé activement à la mise en œuvre du projet. Parmi eux, Janet Maro, une étudiante en agronomie particulièrement engagée...

Un financement supplémentaire de la part de Biovision a permis au projet ambitieux de vraiment démarrer. Aujourd'hui, Bustani ya Tushikamane est un des centres de formation pour l'agriculture durable les plus renommés de Tanzanie. Des centaines de paysannes et de paysans y ont déjà été initiés aux méthodes de culture écologique.

La prochaine étape aura lieu en septembre 2013. Alex et Janet vont ouvrir un grand centre de formation agricole avec des salles de classe, des logements pour les participants et des jardins pour les cours pratiques. Pour le jeune Autrichien, c'est un grand pas dans la bonne direction : « Notre avenir se joue maintenant et sur le fil du rasoir. Si nous voulons donner à nos descendants l'assurance d'une vie sûre et digne, l'agriculture durable est indispensable pour l'humanité. »



Sprint final : l'équipe accompagne le dernier coureur vers l'arrivée.
Photo : alphafoto.com

FAIRE DU BIEN ET SE FAIRE DU BIEN EN COURANT

Au Marathon par équipe de Zurich

Il y avait carrément deux équipes de quatre personnes pour Biovision au départ du Marathon de Zurich le 7 avril 2013. Chaque équipe a réalisé une partie du grand circuit de 42,2 km. Cette performance a été soutenue efficacement par les familles, les amis et les collègues. En tout, 2950 francs en faveur des projets Push-Pull de Biovision ont ainsi pu être récoltés.

Est-ce que vous aussi, vous avez en vue des anniversaires, des jubilés ou autres événements, pendant lesquels vous pourriez organiser des collectes ? Sur www.getactive.ch vous pouvez lancer votre action et nous aider ainsi à combattre la pauvreté et la faim de manière écologique.

SOIE DE L'OUEST DU KENYA

La fabrique d'Othoro à nouveau en service

Il y a quatre ans que des vents violents et des troubles politiques ont détruit la fabrique de soie d'Othoro, dans l'Ouest du Kenya, et fait taire les machines. Mais les groupes de paysans participant au projet sont restés obstinés et fiables. Ils ont tout mis en œuvre pour faire redémarrer l'exploitation. Depuis l'automne dernier, on y fabrique à nouveau de la soie africaine qui est vendue ou transformée en tissus colorés, ou en couvertures au crochet. Le travail à la fabrique, ainsi que la vente de cocons de soie et de nourriture pour les vers à soie, offre une possibilité de revenu supplémentaire à des centaines de familles paysannes. Merci de tout cœur aux donatrices et aux donateurs qui ont permis de ranimer le projet.



Le travail à la fabrique de soie d'Othoro offre une nouvelle perspective à beaucoup de gens.

Photo : Corinne Corradi / Biovision



Johanna Kocher lors de l'inauguration de l'exposition d'art au Musée paysan d'Althuus.

Photo : Nina Zenklusen / Biovision

AQUARELLES, GOUACHES ET DESSINS

Vente de tableaux pour Biovision

Lorsque Johanna Kocher a reçu l'héritage artistique de son compagnon Valentin Liechti, elle a décidé d'organiser une expo-vente et d'en donner le produit à une organisation à but caritatif. « Je me suis décidée pour Biovision car je suis emballée par leur approche qui s'attaque aux causes de la faim et de la pauvreté, en les combattant par des méthodes écologiques. Durant les nombreuses années où j'ai soutenu Biovision, j'ai pu participer à des manifestations passionnantes et j'ai toujours été convaincue par l'engagement sans faille de cette organisation en Afrique de l'Est. » L'exposition à Althuss (BE) se termine le 16 juin.

Impressum Lettre d'info 26 / Juin 2013, © Fondation Biovision, Zurich **Rédaction** Peter Lüthi **Textes** Peter Lüthi, Nina Zenklusen, David Fritz, Stefanie Keller
Graphisme Binkert Partner, Zurich **Production** Nina Zenklusen et Jürg Weber **Traduction** Frédéric Russbach et Daniel Wermus **Impression** Koprind Alpnach AG, Alpnach
Papier Cyclus Offset (100% recyclé)



Stiftung für ökologische Entwicklung
Fondation pour un développement écologique
Foundation for ecological development

Av. de Cour 1, 1007 Lausanne, tél. 021 612 00 80
info@biovision.ch, www.biovision.ch

Merci pour votre solidarité
et vos précieux dons !

CCP 87-193093-4

